

Chers camarades,

Ce 1er Mai qui nous réunit aujourd'hui, est marqué cette année, dans notre pays et particulièrement dans notre canton, par d'importantes mouvements de revendications dans de nombreux secteurs économiques :

- Saluons les travailleurs des PTT, du Bâtiment, de la Fonction publique, de la Chimie qui ont massivement manifesté pour défendre les acquis et revendiquer des augmentations de salaire et leur indexation, la diminution du temps de travail pour arriver au 40 H., hebdomadaires, l'augmentation de la durée des vacances.
- Les travailleurs de la Métallurgie, qui préparent leurs revendications pour le renouvellement de la Convention collective, réclament aussi la reconnaissance du syndicat et des droits dans l'entreprise, seront vraisemblablement amenés à se mobiliser face aux exigences du patronat.
- Toutes ces luttes sont l'expression d'un profond mécontentement des salariés. Pour aboutir à des résultats concrets, seule l'unité, la solidarité des hommes et des femmes qui travaillent, et la réalisation de l'unité syndicale de toutes les branches économiques, permettront de faire céder le patronat. Quel que soit son métier, chaque salarié est concerné et aucune lutte ne doit rester isolée.
- Mais, les préoccupations des travailleurs, que nous évoquons ce 1er Mai, sont plus profondes; elles expriment des inquiétudes par rapport à une société marquée par une révolution scientifique sans précédent et une grande mutation technologique.
- Actuellement, ces nouvelles technologies sont employées dans le seul but du profit, immédiat et maximum. Ainsi utilisées, tout en accélérant le processus du développement, elles accentuent les problèmes sociaux, ne modifient pas le contenu des rapports sociaux, ne résolvent pas la crise et mettent en péril la survie de l'humanité.
- Le contraste est frappant entre les moyens fantastiques qu'offre le niveau des sciences, des techniques et la situation dans laquelle se trouve le monde.

C'est le temps des contradictions :

- Au seuil du 21ème siècle, plus de 500 millions d'être humains ont faim. Chaque année, 50 millions en meurent - dont plus de 15 millions d'enfants -. La sous-alimentation, la famine et la misère sévissent encore sur une grande partie de la planète. Trois adultes sur dix ne savent ni lire, ni écrire, alors que le savoir est sans précédent et s'accroît rapidement. La maladie décime des dizaines de milliers de personnes par jour, alors que la médecine fait des progrès immenses. En 1985, 18% de la population du monde a consommé 65 % de tous les biens produits sur la terre.
- Au siècle de l'électronique, de l'informatique, de la conquête spatiale et de la robotique, le monde capitaliste provoque une misère et un chômage sans précédent. L'utilisation qu'il fait de la révolution scientifique et technique accentue encore l'écart entre les pays industriellement développés et les pays du tiers monde.
- Les contradictions du monde actuel menacent jusqu'aux fondements même de notre existence. La pollution de l'environnement et l'épuisement des richesses naturelles posent avec force la nécessité d'un autre type de croissance économique, respectant l'environnement de l'homme, d'une autre croissance qui prévoit une utilisation rationnelle des ressources de la planète et favorise celles qui sont renouvelables et non polluantes.
- La limite des ressources naturelles de la planète a été posée avec acuité dans nos sociétés par la "crise" du pétrole.
- L'urbanisation accélérée, les développements technologiques, les rejets industriels, les questions non-résolues du nucléaire, l'expansion de la circulation automobile, les problèmes des nuisances et de pollution sont devenues pour la population tout entière des interrogations angoissantes.
- La mort des forêts, l'empoisonnement des fleuves, les catastrophes écologiques de Tchernobyl, de Sandoz, de Bhopal, de Seveso, le pillage de la nature et, notamment, de la forêt tropicale, influencent le climat dans plusieurs parties de la planète.

Cette grave situation pose avec une ampleur sans précédent, la question de la croissance économique, de son caractère et de sa finalité, comme elle pose la question du changement de l'équilibre entre l'homme, son travail et la nature. Nous vivons une crise écologique qui est liée à la crise économique, Malgré cette cette situation de crise, la plupart des Etats continuent le même type de croissance, comme si aucun avertissement n'avait été donné. L'avenir même de notre planète est en jeu et il est absurde et insensé de continuer à ignorer les effets écologiques d'une croissance incontrôlée.

- Pourtant, les progrès scientifique et technique de notre siècle offrent des moyens fantastiques pour assurer le progrès économique et social à tous les peuples, pour éliminer la famine et la misère et combler le retard économique. L'industrialisation et l'innovation technologique doivent être adaptées aux possibilités économiques et culturelles de chaque pays. Ces moyens ne pourront être pleinement utilisés tant que l'humanité devra supporter d'énormes dépenses militaires.
- La situation de misère qui règne dans les deux-tiers de l'humanité rend encore plus insupportable les dépenses d'armement. La course aux armements se poursuit et les stocks d'armes de destruction massive permet déjà de détruire toute vie sur terre et constitue la menace la plus grave pour l'humanité tout entière. Elle empêche la solution des problèmes sociaux des pays du tiers-monde et constitue un frein important à leur développement.
- La tâche principale de toutes les forces de progrès est aujourd'hui la mise en oeuvre d'une nouvelle politique économique basée sur la paix.
- Dans cette perspective, l'action des peuples en faveur de la paix peut obliger les gouvernement à conclure des accords pour arriver progressivement à l'équilibre des forces, à la sécurité réciproque, au désarmement, à la suppression de toutes les armes de destructions massives, à la disparition des blocs militaires, puis à un régime de coexistence pacifique.

La Suisse peut et doit jouer un plus grand rôle dans ce domaine. Elle doit soutenir les initiatives en faveur de la paix et de la coexistence pacifique, tout en se tenant à une stricte politique de neutralité.

- La situation en Suisse est marquée, comme dans d'autres pays, par l'idée du moins d'Etat.

Cette remise en cause de l'Etat social - déjà peu développé - a pu empêcher la mise sur pied de prestations sociales modernes telles que le congé maternité, par exemple. Elle a aussi poussé à la privatisation et au bénévolat, à la place de la législation sociale concernant l'aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées.

- L'offensive de la droite a frappé essentiellement l'ensemble des dépenses sociales, notamment les subventions à l'AVS et aux Caisses maladie. Ces réductions ont également touché la formation professionnelle, l'aide aux universités et la recherche.

Ces mesures, dites d'économies, auront de graves conséquences pour notre pays.

- Face au défi extraordinaire que représentent les nouvelles technologies et le rythme ~~xxx~~ des mutations et leur influence sur l'emploi, sur l'organisation du travail, il faut changer de cap et mettre en oeuvre une autre politique pour éviter que la déqualification de la main-d'oeuvre ne devienne un jour un handicap majeur.

- Plus que jamais, il faut investir dans la recherche et la formation, changer de politique à l'égard des pays en voie de développement, promouvoir une organisation du pays tenant compte de la protection de notre milieu naturel, de la nécessaire sécurité sociale, du contrôle des prix, des loyers, des salaires minimaux, des logements sociaux, des hôpitaux publics, des écoles, de la formation professionnelle, du maintien d'un service public de qualité, de la justice.

Le renouveau de notre société passe par le développement de la démocratie, l'élargissement du droit de regard, de contrôle et d'intervention dans l'entreprise.

La première réponse des salariés à l'introduction des nouvelles technologies et à la rationalisation qui conduisent actuellement à la diminution de l'emploi, est la réduction du temps de travail. L'aménagement du temps de travail, par la voie des luttes syndicales, conventionnelles ou législatives, joue un rôle clé dans le maintien du plein emploi.

La seconde réponse des salariés aux nouvelles technologies est la prise en compte de leur santé et le maintien d'un environnement humain sur la place de travail. Elle doit être aménagée pour que l'homme ne devienne pas l'esclave de la machine ou de l'écran. Les moyens techniques modernes ne doivent pas se substituer aux structures sociales, ni remplacer les relations humaines.

- Le travail ne doit pas rendre malade. Les salariés sont de plus en plus appelés à travailler isolément, avec des rythmes de travail qui augmentent sans cesse et qui provoquent une fatigue nerveuse. L'influence de l'environnement du travail sur l'homme augmente avec l'introduction des nouvelles technologies. De nombreux produits utilisés au travail sont malsains. Les moyens doivent être développés pour permettre la mise en oeuvre des mesures de protection qui s'imposent.

- Tout le progrès social dépend de chacun, de chacune d'entre nous, du rassemblement dans l'action, autour d'objectifs transformateurs de la société.
- Personne ne doit rester spectateur passif du changement, mais jouer un rôle actif dans la transformation de la société et l'avènement du progrès social.
- Ce sont nos luttes à venir, dès aujourd'hui.
Si nous choisissons la démocratie et la participation, c'est le choix et la responsabilité de chacun, de chacune d'entre nous, pour le rassemblement, la solidarité et l'unité.
Ce sont toutes ces questions que nous devons nous poser. Elles nous concernent tous,
- Nous devons penser à l'avenir, en parler dans les syndicats, dans les partis politiques, si nous voulons engager un processus économique d'alternative démocratique.
- Nous devons étudier et définir quelle société nous voulons demain.
- Nous devons savoir si nous voulons vivre.
- Et nous devons savoir si nous voulons avoir le temps de vivre.

— A. Hediger